

ment et surtout le secrétaire d'État aux Affaires extérieures semblent avoir gobé l'argument que le conflit au Salvador fait partie d'une conspiration soviétique. Il a aveuglément souscrit au livre blanc des États-Unis. Il sera donc certes très intéressé d'apprendre que le *Wall Street Journal* du lundi 8 juin a complètement détruit le prétendu livre blanc sur les rouges au Salvador. Il ne s'est même pas donné la peine d'écouter ce que le général Haig avait à dire à propos du Salvador lorsqu'il est venu ici. Il a persuadé les Américains qu'ils pouvaient compter entièrement sur nous pour appuyer la politique américaine en Amérique centrale. Or l'autre jour, le secrétaire d'État des États-Unis est même allé jusqu'à annoncer à l'insu de notre secrétaire d'État aux Affaires extérieures que le Mexique, le Canada et les États-Unis avaient formé une alliance en matière d'affaires latino-américaines et qu'ils allaient se concentrer surtout sur l'influence communiste et cubaine au Salvador et dans les Antilles.

Nous avons bien démontré quelle était l'attitude du gouvernement face à la question du Salvador. Je crois que le ministre a parlé d'acquiescement tacite pour décrire notre attitude face aux livraisons d'armes américaines dans ce pays. Une fois de plus, cela dément les propos que le gouvernement a tenus à d'autres occasions quand il s'inquiétait du sort qu'on réservait partout ailleurs aux droits de l'homme et aux libertés politiques, comme le premier ministre (M. Trudeau) l'a fait aujourd'hui.

● (1640)

Nous avons vu le gouvernement parler et reparler des relations Nord-Sud. Il se peut que le premier ministre prenne certaines initiatives sur ce sujet, lors du sommet. Toutefois, dans les discours qu'il a prononcé aujourd'hui, il n'a abordé aucune des questions difficiles auxquelles le Canada devra faire face s'il ne veut pas se contenter de faire des vœux pieux quand il s'agit d'aider les pays en voie de développement à résoudre certains de leurs problèmes.

Le premier ministre n'a pas dit qu'il faudrait apporter des changements de structure profonds à notre économie si l'on veut que les pays du tiers, du quart et du cinquième monde participent davantage au nouvel ordre économique international. Peut-être attend-il que d'autres pays suggèrent qu'on va devoir procéder à une certaine restructuration. Il est indispensable de se rendre compte de cela et je suis sûre qu'il sait que si nous voulons véritablement instaurer un nouvel ordre économique il va falloir apporter des changements profonds à notre propre structure industrielle. Il va falloir concevoir et prendre d'importantes mesures pour contrebalancer les bouleversements que ces changements impliquent. Or, de cela il n'a jamais dit mot. Si vous ne prenez pas conscience de ces répercussions, si vous n'en parlez pas et si vous ne prenez pas de dispositions à cet égard, tout ce que vous faites pour la restructuration de l'économie mondiale, pour offrir de meilleurs avantages et de meilleurs débouchés aux laissés-pour-compte n'est que belles paroles.

Le premier ministre n'a pas parlé non plus du rôle que les multinationales jouent dans le tiers monde, rôle qui, à bien des égards, est encore pire que dans notre pays où les choses sont pourtant déjà assez graves. Les multinationales opèrent dans leur propre intérêt; elles déplacent les capitaux d'un pays à l'autre et n'hésitent pas à désaffecter des localités et à abandonner la main-d'œuvre si le profit le leur dicte. Ce qu'elles

Relations Nord-Sud

demandent c'est qu'on les laisse agir en toute impunité. Elles exportent du tiers monde ce dont les économies de l'Ouest ont besoin selon elles, sans tenir compte des besoins alimentaires et agricoles des pays du tiers monde mais uniquement en fonction des besoins des marchés d'exportation et de la consommation du monde industrialisé.

Personne n'a parlé de l'énorme pouvoir des multinationales dans le tiers monde, mais je suis certaine que certains députés ont lu des ouvrages à ce sujet, dont le livre intitulé «Global Reach». Je doute beaucoup qu'il en soit question au Sommet à moins que François Mitterrand n'aborde le sujet. Mais il ne faut pas compter que notre premier ministre va le faire. A mon avis, si nous avons mieux à offrir que des paroles en l'air en matière de dialogue Nord-Sud, nous devrions commencer à envisager l'imposition de contrôles nationaux ou internationaux sur l'activité des multinationales dans le tiers monde.

Le premier ministre a-t-il parlé d'une autre question extrêmement importante et urgente dans le tiers monde, la condition des femmes? Je ne devrais pas m'étonner sans doute, puisqu'il s'est peu soucié de la condition des femmes au Canada.

M. Dupras: Allons donc!

Mlle Jewett: Eh bien, il y a eu progrès de sa part.

Une voix: Il s'est montré extrêmement généreux.

Des voix: Oh, oh!

M. Rae: Vous venez de dire qu'il s'est montré extrêmement généreux. Ces paroles sont consignées.

Mlle Jewett: Il n'a pas dit un seul mot du rôle des femmes dans l'économie rurale. Quand il a parlé des droits de la personne, il a aussi mentionné la liberté politique et le commerce sans entraves. S'il s'imaginaient que les relations Nord-Sud pourront se développer et prospérer grâce au commerce sans entraves, il se trompe grandement. Cela n'offre rien qui vaille aux femmes rurales ni aux femmes du tiers monde, surtout aux pauvres du tiers monde.

Je crois qu'il est important que non seulement les Canadiens, mais aussi nos fonctionnaires, surtout ceux des Affaires extérieures, connaissent l'orientation du gouvernement en matière de politique étrangère, surtout en matière de guerre et de paix, de pauvreté ou de bien-être, de liberté de la personne ou de despotisme.

Le gouvernement doit avoir une politique conséquente et doit aussi l'appliquer d'une manière conséquente. Cela veut dire qu'il ne doit pas s'amuser à commercer avec le Chili, en offrant à ce pays des crédits pour l'expansion des exportations. Il ne doit pas non plus s'amuser à dire que le gouvernement du Nicaragua n'est peut-être pas aussi bon que le gouvernement des Somosa. Il ne doit pas s'amuser à se demander s'il y a plus d'argent à faire dans tel pays du tiers monde que dans un autre. Si le gouvernement du Canada veut avoir une politique claire, cohérente et logique, qu'il cesse de faire de beaux discours au sujet de la guerre et de la paix, de la liberté de l'homme et des pays en voie de développement, et qu'il commence à prendre des mesures tangibles en vue de réaliser ses objectifs en ce sens. Comme mon collègue l'a dit, il devrait joindre le geste à la parole.

Je tiens à signaler, même si cela a déjà été mentionné cet après-midi, une initiative que pourrait prendre le gouvernement du Canada. J'ai déjà proposé plusieurs mesures que le